

Le mode de calcul de cette cotisation est fixé par Nous.

§ 6. L'intéressé doit payer la cotisation visée au paragraphe précédent, soit en un seul paiement effectué dans le mois qui suit la notification de la décision de l'Institut national, soit suivant un plan d'apurement arrêté par cet Institut. Ce plan est établi en tenant compte d'un intérêt simple au taux annuel de 6,5 p.c.

§ 7. Les assimilations visées au § 1^{er} ne peuvent être attribuées qu'au cas où le montant total des revenus professionnels du travailleur indépendant aidé et du conjoint aidant, tels que visés à l'article 11, § 2, premier alinéa de l'arrêté royal n° 38, communiqués par l'Administration des contributions directes conformément à l'article 11, § 2, sixième alinéa de l'arrêté royal n° 38, et qui servent de base pour le calcul des cotisations sociales pour l'année en cours de laquelle la demande d'assimilation en application du § 5 du présent arrêté est introduite, ne dépasse pas 15.000 euro adapté aux évolutions de l'indice des prix à la consommation.

Les modalités d'application de l'alinéa précédent sont déterminées par Nous.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2009.

Art. 3. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE
Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

De berekeningswijze van deze bijdrage wordt door Ons vastgesteld.

§ 6. De belanghebbende dient de in de vorige paragraaf bedoelde bijdrage te betalen, hetzij door middel van een eenmalige betaling binnen de maand die volgt op de betekening van de beslissing van het Rijksinstituut, hetzij volgens een door dit Rijksinstituut opgesteld aflossingsplan. Bij het vaststellen van dit plan wordt rekening gehouden met een enkelvoudige intrest van 6,5 pct. per jaar.

§ 7. De in § 1 bedoelde gelijkstellingen kunnen slechts worden toegekend in het geval dat het totaal bedrag van de beroepsinkomsten van de geholpen zelfstandige en van de meewerkende echtgenoot, zoals beoogd in artikel 11, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 38, medegedeeld door de Administratie der Directe Belastingen overeenkomstig artikel 11, § 2, zesde lid, van het koninklijk besluit nr. 38 en die als basis dienen voor de berekening van de sociale bijdragen voor het jaar gedurende hetwelk de in toepassing van § 5 van dit besluit bedoelde aanvraag tot gelijkstelling wordt ingediend, aangepast volgens de schommelingen van het indexcijfer aan de consumptieprijzen, 15.000 euro niet overstijgt.

De toepassingsmodaliteiten van de vorige alinea, worden door Ons bepaald.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking vanaf de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2009.

Art. 3. Onze Minister van Middenstand en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 22 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE
De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

F. 2005 — 1423

[C — 2005/02071]

1^{er} JUNI 2005. — Arrêté royal portant des mesures de promotion de la participation sociale et l'épanouissement culturel et sportif des usagers des services des centres publics d'action sociale pour la période 2005-2006

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 2004 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2005, notamment l'article 2.44.4;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Considérant que l'exclusion des personnes défavorisées se situe dans tous les domaines de la vie, y compris la vie sociale et culturelle;

Considérant que l'intégration ces personnes dans la vie sociale doit être encouragée dans tous les domaines;

Considérant que l'épanouissement social et culturel est un droit fondamental;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 avril 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1^{er} juin 2005;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intégration sociale,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

N. 2005 — 1423

[C — 2005/02071]

1 JUNI 2005. — Koninklijk besluit houdende maatregelen ter bevordering van de maatschappelijke participatie en de culturele en sportieve ontplooiing van de gebruikers van de dienstverlening van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor de periode 2005-2006

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 2004 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2005, inzonderheid op artikel 2.44.4;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juni 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Overwegende dat de uitsluiting van de mensen die in armoede leven zich op alle domeinen van het leven situeert met inbegrip van het sociale en culturele leven;

Overwegende dat de integratie van deze personen in het maatschappelijke leven op alle domeinen moet bevorderd worden;

Overwegende dat maatschappelijke en culturele ontplooiing een Grondrecht is;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 11 april 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 1 juni 2005;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application de cet arrêté sont entendus sous :

- centre, centres : le centre public, respectivement les centres publics d'action sociale;

- usager : toute personne qui fait usage des services publics relevant des missions du centre, sous quelle que forme que ce soit;

- financement : paiement d'une action soit par la prise en charge des frais soit par la remise d'un chèque.

Art. 2. Une subvention est octroyée aux centres en vue de favoriser la participation sociale et l'épanouissement culturel et sportif de leurs usagers.

Ils peuvent utiliser cette subvention pour :

1° le financement total ou partiel de la participation des usagers à des manifestations sociales, sportives ou culturelles;

2° le financement total ou partiel de la participation des usagers à des associations sociales, culturelles ou sportives, y compris les cotisations et les fournitures et équipements nécessaires à cette participation;

3° le soutien et financement des initiatives du ou pour le groupe-cible au niveau social, culturel ou sportif;

4° le soutien et financement des initiatives qui favorisent l'accès du groupe-cible aux nouvelles technologies d'information et de communication

Le centre est libre de déterminer parmi les groupes d'usagers les groupes prioritaires qui se trouvent dans la situation la plus défavorisée.

Art. 3. Pour la réalisation des fins visées à l'article 2, une subvention de six millions deux cent mille euros (6.200.000 EUR), est octroyée aux centres.

Cette subvention est imputée au crédit du SPP Intégration sociale, Lutte contre la pauvreté et Economie sociale, allocation de base 11.4301 année budgétaire 2005.

La subvention est répartie parmi les centres conformément à la clé de répartition suivante :

- 50 % sur la base du nombre de bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance visés à l'article 37, § 1^{er} et 19 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans la commune en janvier 2004;

- 50 % sur la base du nombre d'ayants droit à l'intégration sociale visés par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en janvier 2004.

La répartition par centre est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 4. En application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, le centre peut conclure des conventions de coopération avec des organisations qui ont pour but la promotion de la participation sociale, culturelle et sportive des personnes défavorisées et leur accès aux nouvelles technologies d'information et de communication.

Ils peuvent confier la réalisation d'une partie ou de la totalité des objectifs visés à l'article 2 à ce partenaire, qui est indemnisé pour ses frais.

Les frais de gestion représentent au maximum 10 % de cette indemnisation.

Le cas échéant, la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions est d'application.

Art. 5. § 1^{er}. Les centres qui bénéficient selon l'article 3 d'une subvention égale à ou supérieure à 25.000 euros, peuvent valoriser les frais de leur personnel directement impliqué à la réalisation des objectifs visés à l'article 2 à concurrence de 10 % maximum du montant justifié de la subvention.

Sont assimilés à ceux-ci, les centres qui concluent entre eux une convention de coopération en vue de l'utilisation coordonnée de la subvention, et dont les subventions cumulées selon l'article 3 sont égales à ou supérieures à 25.000 euros.

§ 2. L'indemnisation des personnes associées à la réalisation des objectifs sans faire partie du personnel du centre, peut être considérée comme frais de fonctionnement et est, à ce titre, éligible dans le cadre de la subvention.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- centrum, centra : het openbaar centrum, respectievelijk de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

- gebruiker : de persoon die gebruik maakt van gelijk welke vorm van de openbare dienstverlening behorend tot de opdrachten van het centrum;

- financiering : bekostiging van een activiteit, hetzij door het ten laste nemen van de kosten hetzij door het uitreiken van een cheque.

Art. 2. Een subsidie wordt toegekend aan de centra om de sociale participatie en de culturele en sportieve ontplooiing van hun gebruikers te bevorderen.

Zij kunnen deze subsidie aanwenden voor :

1° de volledige of gedeeltelijke financiering van de deelname door de gebruikers aan sociale, sportieve of culturele manifestaties;

2° de volledige of gedeeltelijke financiering van de deelname door de gebruikers aan sociale, culturele of sportieve verenigingen met inbegrip van lidgeld en de voor de deelname noodzakelijke benodigdheden en uitrustingen;

3° de ondersteuning en financiering van initiatieven van of voor de doelgroep op sociaal, cultureel of sportief vlak;

4° de ondersteuning en financiering van initiatieven die de toegang van de doelgroep tot de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën bevorderen.

Het staat het centrum vrij om binnen de groep van gebruikers de prioritaire doelgroepen af te bakenen die zich in de meest achtergestelde situatie bevinden.

Art. 3. Voor de verwezenlijking van de doelstellingen beoogd in artikel 2 wordt een subsidie van zes miljoen tweehonderdduizend euro (6.200.000 EUR) aan de centra toegekend.

Deze subsidie wordt aangerekend op het krediet van de POD Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie, basisallocatie 11.4301, begrotingsjaar 2005.

De subsidie wordt onder de centra verdeeld overeenkomstig volgende verdeelsleutel :

- 50 % op basis van het aantal rechthebbenden op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming als bedoeld in artikel 37, § 1 en 19 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, in de gemeente op 1 januari 2004;

- 50 % op basis van het aantal gerechtigden op maatschappelijke integratie als bedoeld door de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie in januari 2004.

De verdeling per centrum wordt als bijlage aan dit besluit gevoegd.

Art. 4. Met toepassing van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kan het centrum samenwerkingsverbanden afsluiten met organisaties die de sociale, culturele en sportieve participatie en de toegang tot nieuwe informatie- en communicatietechnologieën voor mensen die in armoede leven als doelstelling hebben.

Zij kunnen de verwezenlijking van een deel of het geheel van de doelstellingen bedoeld in artikel 2 toevertrouwen aan deze partner, die voor de gemaakte kosten wordt vergoed.

De beheerskosten vertegenwoordigen ten hoogste 10 % van deze vergoeding.

In voorkomend geval is de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen van toepassing.

Art. 5. § 1. De centra die volgens artikel 3 een subsidie genieten gelijk aan of hoger dan 25.000 euro, kunnen de kosten van hun personeel dat direct betrokken is bij de verwezenlijking van de doelstellingen beoogd in artikel 2, voor ten hoogste 10 % van het verantwoorde bedrag op deze subsidie aanrekenen.

Worden hiermee gelijkgesteld : de centra die onderling een samenwerkingsovereenkomst afsluiten om de subsidie op gecoördineerde wijze aan te wenden, en van wie de gecumuleerde subsidies volgens artikel 3 gelijk zijn aan of hoger dan 25.000 euro.

§ 2. De vergoedingen voor de personen die niet als personeelslid van het centrum zijn ingeschakeld bij de verwezenlijking van de doelstellingen worden beschouwd als werkingskosten en zijn als dusdanig aanvaardbaar om op deze subsidie te worden aangerekend.

§ 3. Une participation éventuelle aux frais par les usagers ou d'autres participants doit être déduite des frais justifiés.

§ 4. Les investissements et achats durables à partir de 500 euros hors T.V.A. ne peuvent en aucun cas être pris en charge.

§ 5. La liquidation des frais couverts par cet arrêté doit avoir lieu pendant la durée de cet arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. Une avance de 50 % du montant visé à l'article 3 est versée au centre qui, pour le 31 juillet 2005 au plus tard, soumet une décision de principe de son conseil relative à la méthodologie d'utilisation et l'affectation des moyens financiers qui lui sont dévolus.

§ 2. Un solde de 50 % au maximum du montant visé à l'article 3 est versé au centre après approbation d'un rapport final introduit comme fixé à l'article 7.

§ 3. Notre Ministre de l'Intégration sociale est autorisé à redistribuer les montants non réclamés selon § 1^{er} entre des projets spécifiques supplémentaires et, par priorité, les projets mis sur pied dans le cadre d'un accord de coopération entre plusieurs centres. Ces projets peuvent être introduits avant le 1^{er} septembre 2005 par les centres qui ont pris une décision dans le sens du § 1^{er}; ils contiennent une description méthodologique et une estimation budgétaire.

Art. 7. § 1^{er}. En vue de justifier l'utilisation de la subvention, le centre fournit pour le 31 juillet 2006, un rapport d'activités et un rapport comptable.

Les pièces justificatives originales restent à disposition en vue du contrôle de la subvention.

Les montants non utilisés ou non justifiés seront remboursés à l'Etat au plus tard le 30 novembre 2006.

§ 2. En dérogation à la disposition sous § 1^{er}, le rapport comptable et le rapport d'activités des projets visés sous article 6 § 3, seront rentrés au plus tard le 31 octobre 2006.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 2005 et cessera d'être en vigueur le 30 avril 2006.

Art. 9. Notre Ministre de l'Intégration sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} juin 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intégration sociale,
Ch. DUPONT

§ 3. Een eventuele deelname in de kosten door de gebruikers of andere deelnemers dient van de verantwoorde kosten te worden verminderd.

§ 4. Investerings en duurzame aankopen vanaf 500 euro exclusief BTW kunnen in geen geval worden ten laste genomen.

§ 5. De vereffening van de kosten gedekt door dit besluit dient plaats te vinden tijdens de looptijd van dit besluit.

Art. 6. § 1. Een voorschot van 50 % van het bedrag bedoeld in artikel 3 wordt aan het centrum overgemaakt dat uiterlijk op 31 juli 2005 een principiële beslissing van zijn raad voorlegt waarin de methodologie van het gebruik en de toewijzing van de hem toegekende middelen wordt uiteengezet.

§ 2. Een saldo van ten hoogste 50 % van het bedrag bedoeld in artikel 3 wordt uitgekeerd aan het centrum na goedkeuring van een eindverslag ingediend zoals bepaald in artikel 7.

§ 3. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie wordt gemachtigd de volgens § 1 niet-opgevraagde bedragen te herverdelen onder specifieke aanvullende projecten en, bij voorrang, de projecten die in het raam van een samenwerkingsverband tussen verschillende centra worden opgezet. Deze projecten kunnen tot 1 september 2005 worden ingediend door de centra die een beslissing genomen hebben in de zin van § 1; zij dienen een methodologische beschrijving en een begrotingsraming te bevatten.

Art. 7. § 1. Om het gebruik van de subsidie te verantwoorden dient het centrum vóór 31 juli 2006 een verslag in, bestaande uit een activiteitenverslag en een financieel verslag.

De originele bewijsstukken blijven ter beschikking met het oog op de controle op het gebruik van de subsidie.

De niet gebruikte of niet verantwoorde bedragen zullen ten laatste op 30 november 2006 aan de Staat worden terugbetaald.

§ 2. In afwijking van het bepaalde onder § 1, dient het verslag, bestaande uit een activiteitenverslag en een financieel verslag van de aanvullende projecten bedoeld in artikel 6 § 3, ten laatste tegen 31 oktober 2006 ingediend te worden.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 2005 en treedt buiten werking op 30 april 2006.

Art. 9. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 juni 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Ch. DUPONT

Annexe à l'arrêté royal portant des mesures de promotion de la participation sociale et l'épanouissement culturel et sportif des usagers des services des centres publics d'action sociale

Bijlage bij het koninklijk besluit houdende maatregelen ter bevordering van de maatschappelijke participatie en de culturele en sportieve ontplooiing van de gebruikers van de dienstverlening van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
11001	Aartselaar	€ 3.265,00
11002	Antwerpen	€ 371.407,00
11004	Boechout	€ 3.408,00
11005	Boom	€ 8.584,00
11007	Borsbeek	€ 3.482,00
11008	Brasschaat	€ 10.209,00
11009	Brecht	€ 6.432,00
11013	Edegem	€ 5.218,00
11016	Essen	€ 6.707,00
11018	Hemiksem	€ 2.928,00
11021	Hove	€ 1.414,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
11022	Kalmthout	€ 5.419,00
11023	Kapellen	€ 4.844,00
11024	Kontich	€ 5.118,00
11025	Lint	€ 1.669,00
11029	Mortsel	€ 7.647,00
11030	Niel	€ 3.274,00
11035	Ranst	€ 4.551,00
11037	Rumst	€ 4.121,00
11038	Schelle	€ 2.582,00
11039	Schilde	€ 4.499,00
11040	Schoten	€ 8.912,00
11044	Stabroek	€ 2.948,00
11050	Wijnegem	€ 2.554,00
11052	Wommelgem	€ 3.838,00
11053	Wuustwezel	€ 6.004,00
11054	Zandhoven	€ 3.036,00
11055	Zoersel	€ 5.782,00
11056	Zwijndrecht	€ 4.730,00
11057	Malle	€ 4.177,00
12002	Berlaar	€ 3.962,00
12005	Bonheiden	€ 4.062,00
12007	Bornem	€ 6.546,00
12009	Duffel	€ 5.591,00
12014	Heist-op-den-Berg	€ 15.572,00
12021	Lier	€ 13.397,00
12025	Mechelen	€ 56.699,00
12026	Nijlen	€ 8.146,00
12029	Putte	€ 6.139,00
12030	Puurs	€ 5.397,00
12034	Sint-Amands	€ 2.596,00
12035	Sint-Katelijne-Waver	€ 6.994,00
12040	Willebroek	€ 10.809,00
13001	Arendonk	€ 3.829,00
13002	Baarle-Hertog	€ 721,00
13003	Balen	€ 6.003,00
13004	Beerse	€ 4.077,00
13006	Dessel	€ 2.544,00
13008	Geel	€ 19.226,00
13010	Grobbendonk	€ 3.282,00
13011	Herentals	€ 9.897,00
13012	Herenthout	€ 3.174,00
13013	Herselt	€ 5.326,00
13014	Hoogstraten	€ 5.927,00
13016	Hulshout	€ 2.894,00
13017	Kasterlee	€ 4.579,00
13019	Lille	€ 4.995,00
13021	Meerhout	€ 3.380,00
13023	Merksplas	€ 2.033,00
13025	Mol	€ 10.292,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
13029	Olen	€ 2.707,00
13031	Oud-Turnhout	€ 2.900,00
13035	Ravels	€ 3.532,00
13036	Retie	€ 2.523,00
13037	Rijkevorsel	€ 3.393,00
13040	Turnhout	€ 20.724,00
13044	Vorselaar	€ 3.462,00
13046	Vosselaar	€ 2.271,00
13049	Westerlo	€ 6.390,00
13053	Laakdal	€ 4.501,00
21001	Anderlecht	€ 109.227,00
21002	Auderghem/Oudergem	€ 16.763,00
21003	Berchem-Sainte-Agathe/Sint-Agatha-Berchem	€ 11.065,00
21004	Bruxelles/Brussel	€ 173.898,00
21005	Etterbeek	€ 49.341,00
21006	Evere	€ 30.245,00
21007	Forest/Vorst	€ 40.301,00
21008	Ganshoren	€ 10.652,00
21009	Ixelles/Elsene	€ 87.006,00
21010	Jette	€ 33.388,00
21011	Koekelberg	€ 17.294,00
21012	Molenbeek-Saint-Jean/Sint-Jans-Molenbeek	€ 130.744,00
21013	Saint-Gilles/Sint-Gillis	€ 73.412,00
21014	Saint-Josse-ten-Noode/Sint-Joost-ten-Node	€ 43.638,00
21015	Schaerbeek/Schaarbeek	€ 120.201,00
21016	Uccle/Ukkel	€ 43.840,00
21017	Watermael-Boitsfort/Watermaal-Bosvoorde	€ 12.681,00
21018	Woluwe-Saint-Lambert/Sint-Lambrechts-Woluwe	€ 26.228,00
21019	Woluwe-Saint-Pierre/Sint-Pieters-Woluwe	€ 13.937,00
23002	Asse	€ 10.625,00
23003	Beersel	€ 4.450,00
23009	Bever	€ 577,00
23016	Dilbeek	€ 12.222,00
23023	Galmaarden	€ 2.275,00
23024	Gooik	€ 2.734,00
23025	Grimbergen	€ 9.758,00
23027	Halle	€ 12.114,00
23032	Herne	€ 2.554,00
23033	Hoeilaart	€ 3.221,00
23038	Kampenhout	€ 2.949,00
23039	Kapelle-op-den-Bos	€ 2.440,00
23044	Liedekerke	€ 4.486,00
23045	Londerzeel	€ 4.627,00
23047	Machelen	€ 3.706,00
23050	Meise	€ 4.114,00
23052	Merchtem	€ 5.486,00
23060	Opwijk	€ 4.196,00
23062	Overijse	€ 4.838,00
23064	Pepingen	€ 1.200,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
23077	Sint-Pieters-Leeuw	€ 9.865,00
23081	Steenokkerzeel	€ 2.427,00
23086	Ternat	€ 3.828,00
23088	Vilvoorde	€ 13.432,00
23094	Zaventem	€ 6.874,00
23096	Zemst	€ 4.797,00
23097	Roosdaal	€ 3.623,00
23098	Drogenbos	€ 2.772,00
23099	Kraainem	€ 2.498,00
23100	Linkebeek	€ 1.042,00
23101	Sint-Genesius-Rode	€ 3.752,00
23102	Wemmel	€ 3.933,00
23103	Wezembeek-Oppem	€ 2.434,00
23104	Lennik	€ 2.324,00
23105	Affligem	€ 3.507,00
24001	Aarschot	€ 9.835,00
24007	Begijnendijk	€ 2.371,00
24008	Bekkevoort	€ 2.216,00
24009	Bertem	€ 2.357,00
24011	Bierbeek	€ 2.808,00
24014	Boortmeerbeek	€ 3.040,00
24016	Boutersem	€ 1.920,00
24020	Diest	€ 8.771,00
24028	Geetbets	€ 2.510,00
24033	Haacht	€ 3.736,00
24038	Herent	€ 5.133,00
24041	Hoegaarden	€ 1.658,00
24043	Holsbeek	€ 2.245,00
24045	Huldenberg	€ 2.789,00
24048	Keerbergen	€ 3.217,00
24054	Kortenaken	€ 3.036,00
24055	Kortenberg	€ 4.356,00
24059	Landen	€ 5.491,00
24062	Leuven	€ 51.022,00
24066	Lubbeek	€ 3.144,00
24086	Oud-Heverlee	€ 2.000,00
24094	Rotselaar	€ 4.537,00
24104	Tervuren	€ 4.870,00
24107	Tienen	€ 14.885,00
24109	Tremelo	€ 4.865,00
24130	Zoutleeuw	€ 2.957,00
24133	Linter	€ 2.286,00
24134	Scherpenheuvel-Zichem	€ 6.570,00
24135	Tielt-Winge	€ 3.310,00
24137	Glabbeek	€ 1.820,00
25005	Beauvechain	€ 1.564,00
25014	Braine-l'Alleud	€ 11.880,00
25015	Braine-le-Château	€ 2.496,00
25018	Chaumont-Gistoux	€ 2.655,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
25023	Court-Saint-Etienne	€ 3.845,00
25031	Genappe	€ 6.082,00
25037	Grez-Doiceau	€ 3.386,00
25043	Incourt	€ 1.320,00
25044	Ittre	€ 1.864,00
25048	Jodoigne	€ 6.832,00
25050	La Hulpe	€ 2.318,00
25068	Mont-Saint-Guibert	€ 3.490,00
25072	Nivelles	€ 12.917,00
25084	Perwez	€ 2.287,00
25091	Rixensart	€ 7.936,00
25105	Tubize	€ 10.434,00
25107	Villers-la-Ville	€ 2.437,00
25110	Waterloo	€ 7.328,00
25112	Wavre	€ 12.722,00
25117	Chastre	€ 2.888,00
25118	Hélécine	€ 1.384,00
25119	Lasne	€ 3.480,00
25120	Orp-Jauche	€ 3.323,00
25121	Ottignies-Louvain-la-Neuve	€ 21.723,00
25122	Ramillies	€ 2.307,00
25123	Rebecq	€ 3.853,00
25124	Walhain	€ 1.544,00
31003	Beernem	€ 6.524,00
31004	Blankenberge	€ 14.256,00
31005	Brugge	€ 54.421,00
31006	Damme	€ 3.630,00
31012	Jabbeke	€ 4.445,00
31022	Oostkamp	€ 7.704,00
31033	Torhout	€ 8.995,00
31040	Zedelgem	€ 7.626,00
31042	Zuienkerke	€ 768,00
31043	Knokke-Heist	€ 18.091,00
32003	Diksmuide	€ 8.565,00
32006	Houthulst	€ 3.979,00
32010	Koekelare	€ 3.771,00
32011	Kortemark	€ 5.931,00
32030	Lo-Reninge	€ 1.625,00
33011	Ieper	€ 17.614,00
33016	Mesen	€ 404,00
33021	Poperinge	€ 9.627,00
33029	Wervik	€ 7.046,00
33037	Zonnebeke	€ 4.609,00
33039	Heuvelland	€ 4.242,00
33040	Langemark-Poelkapelle	€ 3.501,00
33041	Vleteren	€ 2.021,00
34002	Anzegem	€ 4.952,00
34003	Avelgem	€ 4.140,00
34009	Deerlijk	€ 4.095,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
34013	Harelbeke	€ 11.147,00
34022	Kortrijk	€ 46.465,00
34023	Kuurne	€ 5.191,00
34025	Lendelede	€ 2.305,00
34027	Menen	€ 20.020,00
34040	Waregem	€ 13.933,00
34041	Wevelgem	€ 13.699,00
34042	Zwevegem	€ 7.048,00
34043	Spiere-Helkijn	€ 1.107,00
35002	Bredene	€ 6.638,00
35005	Gistel	€ 4.998,00
35006	Ichtegem	€ 5.630,00
35011	Middelkerke	€ 11.329,00
35013	Oostende	€ 56.602,00
35014	Oudenburg	€ 3.447,00
35029	De Haan	€ 4.808,00
36006	Hooglede	€ 4.135,00
36007	Ingelmunster	€ 5.202,00
36008	Izegem	€ 13.450,00
36010	Ledegem	€ 4.172,00
36011	Lichtervelde	€ 3.656,00
36012	Moorslede	€ 5.712,00
36015	Roeselare	€ 29.323,00
36019	Staden	€ 5.032,00
37002	Dentergem	€ 3.604,00
37007	Meulebeke	€ 4.934,00
37010	Oostrozebeke	€ 2.960,00
37011	Pittem	€ 2.985,00
37012	Ruiselede	€ 1.924,00
37015	Tielt	€ 8.142,00
37017	Wielsbeke	€ 3.446,00
37018	Wingene	€ 5.523,00
37020	Ardooie	€ 4.352,00
38002	Alveringem	€ 2.521,00
38008	De Panne	€ 5.560,00
38014	Koksijde	€ 9.142,00
38016	Nieuwpoort	€ 6.482,00
38025	Veurne	€ 6.434,00
41002	Aalst	€ 32.874,00
41011	Denderleeuw	€ 6.274,00
41018	Geraardsbergen	€ 13.341,00
41024	Haaltert	€ 6.272,00
41027	Herzele	€ 6.601,00
41034	Lede	€ 7.041,00
41048	Ninove	€ 14.624,00
41063	Sint-Lievens-Houtem	€ 4.007,00
41081	Zottegem	€ 8.187,00
41082	Erpe-Mere	€ 6.553,00
42003	Berlare	€ 5.979,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
42004	Buggenhout	€ 4.392,00
42006	Dendermonde	€ 21.305,00
42008	Hamme	€ 10.753,00
42010	Laarne	€ 5.108,00
42011	Lebbeke	€ 7.350,00
42023	Waasmunster	€ 3.883,00
42025	Wetteren	€ 10.786,00
42026	Wichelen	€ 3.736,00
42028	Zele	€ 8.323,00
43002	Assenede	€ 5.494,00
43005	Eeklo	€ 12.436,00
43007	Kaprijke	€ 2.869,00
43010	Maldegem	€ 9.610,00
43014	Sint-Laureins	€ 3.261,00
43018	Zelzate	€ 8.537,00
44001	Aalter	€ 6.078,00
44011	Deinze	€ 10.779,00
44012	De Pinte	€ 1.975,00
44013	Destelbergen	€ 4.434,00
44019	Evergem	€ 10.590,00
44020	Gavere	€ 3.621,00
44021	Gent	€ 206.284,00
44029	Knesselare	€ 3.490,00
44034	Lochristi	€ 5.610,00
44036	Lovendegem	€ 3.590,00
44040	Melle	€ 4.019,00
44043	Merelbeke	€ 6.944,00
44045	Moerbeke-Waas	€ 2.196,00
44048	Nazareth	€ 3.279,00
44049	Nevele	€ 4.245,00
44052	Oosterzele	€ 4.773,00
44064	Sint-Martens-Latem	€ 1.476,00
44072	Waarschoot	€ 3.228,00
44073	Wachtebeke	€ 3.026,00
44080	Zomergem	€ 3.457,00
44081	Zulte	€ 5.300,00
45017	Kruishoutem	€ 3.128,00
45035	Oudenaarde	€ 11.988,00
45041	Ronse	€ 17.368,00
45057	Zingem	€ 2.170,00
45059	Brakel	€ 5.300,00
45060	Kluisbergen	€ 2.650,00
45061	Wortegem-Petegem	€ 2.077,00
45062	Horebeke	€ 691,00
45063	Lierde	€ 2.181,00
45064	Maarkedal	€ 2.494,00
45065	Zwalm	€ 2.417,00
46003	Beveren-Waas	€ 20.474,00
46013	Kruikebeke	€ 5.075,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
46014	Lokeren	€ 19.034,00
46020	Sint-Gillis-Waas	€ 6.552,00
46021	Sint-Niklaas	€ 40.079,00
46024	Stekene	€ 6.185,00
46025	Temse	€ 10.693,00
51004	Ath	€ 15.236,00
51008	Belœil	€ 5.075,00
51009	Bernissart	€ 8.266,00
51012	Brugellette	€ 1.945,00
51014	Chièvres	€ 3.253,00
51017	Ellezelles	€ 3.475,00
51019	Flobecq	€ 1.740,00
51065	Frasnes-lez-Anvaing	€ 5.336,00
52010	Chapelle-lez-Herlaimont	€ 7.870,00
52011	Charleroi	€ 203.942,00
52012	Châtelet	€ 36.011,00
52015	Courcelles	€ 19.734,00
52018	Farciennes	€ 9.854,00
52021	Fleurus	€ 14.363,00
52022	Fontaine-l'Evêque	€ 13.615,00
52025	Gerpennes	€ 3.872,00
52043	Manage	€ 19.460,00
52048	Montigny-le-Tilleul	€ 3.957,00
52055	Pont-à-Celles	€ 5.582,00
52063	Seneffe	€ 6.315,00
52074	Aiseau-Presles	€ 8.347,00
52075	Les Bons Villers	€ 4.334,00
53014	Boussu	€ 16.592,00
53020	Dour	€ 12.477,00
53028	Frameries	€ 16.980,00
53039	Hensies	€ 4.391,00
53044	Jurbise	€ 2.231,00
53046	Lens	€ 1.488,00
53053	Mons	€ 110.958,00
53065	Quaregnon	€ 17.189,00
53068	Quiévrain	€ 4.598,00
53070	Saint-Ghislain	€ 19.457,00
53082	Colfontaine	€ 15.124,00
53083	Honnelles	€ 3.497,00
53084	Quévy	€ 3.347,00
54007	Mouscron	€ 40.068,00
54010	Comines-Warneton	€ 10.851,00
55004	Braine-le-Comte	€ 10.158,00
55010	Enghien	€ 5.752,00
55022	La Louvière	€ 70.984,00
55023	Lessines	€ 10.591,00
55035	Le Rœulx	€ 3.627,00
55039	Silly	€ 2.170,00
55040	Soignies	€ 15.904,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
55050	Ecaussinnes	€ 5.497,00
56001	Anderlues	€ 8.805,00
56005	Beaumont	€ 4.127,00
56011	Binche	€ 26.724,00
56016	Chimay	€ 6.624,00
56022	Erquelinnes	€ 6.699,00
56029	Froidchapelle	€ 2.582,00
56044	Lobbès	€ 2.445,00
56049	Merbes-le-Château	€ 2.262,00
56051	Momignies	€ 2.939,00
56078	Thuin	€ 7.242,00
56085	Estinnes	€ 2.581,00
56086	Ham-sur-Heure-Nalinnes	€ 5.137,00
56087	Morlanwelz	€ 14.382,00
56088	Sivry-Rance	€ 2.875,00
57003	Antoing	€ 5.272,00
57018	Celles	€ 2.939,00
57027	Estaimpuis	€ 3.714,00
57062	Pecq	€ 2.680,00
57064	Péruwelz	€ 14.971,00
57072	Rumes	€ 2.369,00
57081	Tournai	€ 51.263,00
57093	Brunehaut	€ 3.902,00
57094	Leuze-en-Hainaut	€ 9.184,00
57095	Mont-de-l'Enclus	€ 1.449,00
61003	Amay	€ 8.981,00
61010	Burdinne	€ 1.155,00
61012	Clavier	€ 2.154,00
61019	Ferrières	€ 2.059,00
61024	Hamoir	€ 2.084,00
61028	Héron	€ 2.546,00
61031	Huy	€ 27.821,00
61039	Marchin	€ 2.984,00
61041	Modave	€ 1.243,00
61043	Nandrin	€ 1.757,00
61048	Ouffet	€ 1.268,00
61063	Verlaine	€ 1.119,00
61068	Villers-le-Bouillet	€ 2.538,00
61072	Wanze	€ 8.004,00
61079	Anthisnes	€ 1.203,00
61080	Engis	€ 3.095,00
61081	Tinlot	€ 776,00
62003	Ans	€ 17.523,00
62006	Awans	€ 4.000,00
62009	Aywaille	€ 6.479,00
62011	Bassenge	€ 3.765,00
62015	Beyne-Heusay	€ 8.008,00
62022	Chaufontaine	€ 11.470,00
62026	Comblain-au-Pont	€ 2.402,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
62027	Dalhem	€ 1.754,00
62032	Esneux	€ 7.171,00
62038	Fléron	€ 10.218,00
62051	Herstal	€ 25.254,00
62060	Juprelle	€ 3.003,00
62063	Liège	€ 316.267,00
62079	Oupeye	€ 11.230,00
62093	Saint-Nicolas	€ 17.137,00
62096	Seraing	€ 62.078,00
62099	Soumagne	€ 7.505,00
62100	Sprimont	€ 5.050,00
62108	Visé	€ 11.690,00
62118	Grâce-Hollogne	€ 10.810,00
62119	Blegny	€ 4.119,00
62120	Flémalle	€ 17.365,00
62121	Neupré	€ 3.038,00
62122	Trooz	€ 4.427,00
63001	Amel	€ 2.584,00
63003	Aubel	€ 1.637,00
63004	Baelen	€ 1.330,00
63012	Büllingen	€ 2.602,00
63013	Bütgenbach	€ 1.892,00
63020	Dison	€ 17.387,00
63023	Eupen	€ 14.201,00
63035	Herve	€ 7.742,00
63038	Jalhay	€ 3.572,00
63040	Kelmis	€ 8.317,00
63045	Lierneux	€ 2.154,00
63046	Limbouurg	€ 3.038,00
63048	Lontzen	€ 2.136,00
63049	Malmedy	€ 6.925,00
63057	Olne	€ 914,00
63058	Pepinster	€ 6.058,00
63061	Raeren	€ 3.275,00
63067	Sankt Vith	€ 3.803,00
63072	Spa	€ 8.402,00
63073	Stavelot	€ 4.293,00
63075	Stoumont	€ 1.285,00
63076	Theux	€ 4.346,00
63079	Verviers	€ 82.247,00
63080	Waimes	€ 3.498,00
63084	Welkenraedt	€ 4.655,00
63086	Trois-Ponts	€ 1.582,00
63087	Burg-Reuland	€ 1.730,00
63088	Plombières	€ 4.585,00
63089	Thimister-Clermont	€ 1.666,00
64008	Berloz	€ 1.138,00
64015	Braives	€ 2.414,00
64021	Crisnée	€ 644,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
64023	Donceel	€ 713,00
64025	Fexhe-le-Haut-Clocher	€ 1.308,00
64029	Geer	€ 901,00
64034	Hannut	€ 7.464,00
64047	Lincet	€ 1.215,00
64056	Oreye	€ 1.830,00
64063	Remicourt	€ 1.794,00
64065	Saint-Georges-sur-Meuse	€ 3.885,00
64074	Waremme	€ 6.180,00
64075	Wasseiges	€ 1.122,00
64076	Faimes	€ 1.019,00
71002	As	€ 1.899,00
71004	Beringen	€ 14.909,00
71011	Diepenbeek	€ 5.319,00
71016	Genk	€ 25.639,00
71017	Gingelom	€ 2.998,00
71020	Halen	€ 3.394,00
71022	Hasselt	€ 28.932,00
71024	Herk-de-Stad	€ 4.256,00
71034	Leopoldsburg	€ 5.257,00
71037	Lummen	€ 4.637,00
71045	Nieuwerkerken	€ 2.717,00
71047	Opglabbeek	€ 2.134,00
71053	Sint-Truiden	€ 20.731,00
71057	Tessenderlo	€ 4.946,00
71066	Zonhoven	€ 6.049,00
71067	Zutendaal	€ 1.668,00
71069	Ham	€ 2.904,00
71070	Heusden-Zolder	€ 11.304,00
72003	Bocholt	€ 4.329,00
72004	Bree	€ 5.109,00
72018	Kinrooi	€ 4.175,00
72020	Lommel	€ 7.891,00
72021	Maaseik	€ 9.397,00
72025	Neerpelt	€ 4.516,00
72029	Overpelt	€ 3.988,00
72030	Peer	€ 4.793,00
72037	Hamont-Achel	€ 4.341,00
72038	Hechtel-Eksel	€ 3.927,00
72039	Houthalen-Helchteren	€ 7.652,00
72040	Meeuwen-Gruitrode	€ 6.058,00
72041	Dilsen-Stokkem	€ 5.676,00
73001	Alken	€ 3.939,00
73006	Bilzen	€ 11.247,00
73009	Borgloon	€ 4.723,00
73022	Heers	€ 2.736,00
73028	Herstappe	€ 42,00
73032	Hoeselt	€ 3.213,00
73040	Kortesseem	€ 2.860,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
73042	Lanaken	€ 8.315,00
73066	Riemst	€ 4.909,00
73083	Tongeren	€ 14.010,00
73098	Wellen	€ 2.165,00
73107	Maasmechelen	€ 12.867,00
73109	Voeren	€ 1.562,00
81001	Arlon	€ 11.654,00
81003	Attert	€ 726,00
81004	Aubange	€ 5.938,00
81013	Martelange	€ 1.157,00
81015	Messancy	€ 1.807,00
82003	Bastogne	€ 8.417,00
82005	Bertogne	€ 1.243,00
82009	Fauvillers	€ 1.036,00
82014	Houffalize	€ 2.082,00
82032	Vielsalm	€ 3.853,00
82036	Vaux-sur-Sûre	€ 1.999,00
82037	Gouvy	€ 2.400,00
82038	Sainte-Ode	€ 1.156,00
83012	Durbuy	€ 6.904,00
83013	Erezée	€ 1.320,00
83028	Hotton	€ 3.122,00
83031	La Roche-en-Ardenne	€ 2.728,00
83034	Marche-en-Famenne	€ 12.938,00
83040	Nassogne	€ 2.281,00
83044	Rendeux	€ 1.096,00
83049	Tenneville	€ 1.192,00
83055	Manhay	€ 1.571,00
84009	Bertrix	€ 6.724,00
84010	Bouillon	€ 4.533,00
84016	Daverdisse	€ 663,00
84029	Herbeumont	€ 1.002,00
84033	Léglise	€ 1.888,00
84035	Libin	€ 2.374,00
84043	Neufchâteau	€ 3.578,00
84050	Paliseul	€ 3.449,00
84059	Saint-Hubert	€ 3.209,00
84068	Tellin	€ 1.091,00
84075	Wellin	€ 1.975,00
84077	Libramont-Chevigny	€ 5.373,00
85007	Chiny	€ 2.832,00
85009	Etalle	€ 1.115,00
85011	Florenville	€ 4.064,00
85024	Meix-devant-Virton	€ 860,00
85026	Musson	€ 1.215,00
85034	Saint-Léger	€ 925,00
85039	Tintigny	€ 1.103,00

N° INS — NIS-nr.	Commune — Gemeente	Montant — Bedrag
85045	Virton	€ 5.230,00
85046	Habay	€ 2.919,00
85047	Rouvroy	€ 1.267,00
91005	Anhée	€ 4.649,00
91013	Beauraing	€ 4.882,00
91015	Bièvre	€ 1.859,00
91030	Ciney	€ 10.222,00
91034	Dinant	€ 11.611,00
91054	Gedinne	€ 2.717,00
91059	Hamois	€ 2.493,00
91064	Havelange	€ 2.552,00
91072	Houyet	€ 2.988,00
91103	Onhaye	€ 1.491,00
91114	Rochefort	€ 8.339,00
91120	Somme-Leuze	€ 2.200,00
91141	Yvoir	€ 3.910,00
91142	Hastière	€ 4.466,00
91143	Vresse-sur-Semois	€ 2.051,00
92003	Andenne	€ 18.009,00
92006	Assesse	€ 2.167,00
92035	Eghezée	€ 5.269,00
92045	Floreffe	€ 3.716,00
92048	Fosses-la-Ville	€ 5.406,00
92054	Gesves	€ 2.622,00
92087	Mettet	€ 4.882,00
92094	Namur	€ 107.930,00
92097	Ohey	€ 2.380,00
92101	Profondeville	€ 4.508,00
92114	Sombreffe	€ 2.918,00
92137	Sambreville	€ 22.434,00
92138	Fernelmont	€ 2.248,00
92140	Jemeppe-sur-Sambre	€ 11.353,00
92141	La Bruyère	€ 1.859,00
92142	Gembloux	€ 11.309,00
93010	Cerfontaine	€ 1.822,00
93014	Couvin	€ 10.885,00
93018	Doische	€ 1.095,00
93022	Florennes	€ 8.074,00
93056	Philippeville	€ 4.831,00
93088	Walcourt	€ 7.854,00
93090	Viroinval	€ 4.116,00
	totaal	€ 6.200.000,00

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} juin 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intégration sociale,
Ch. DUPONT

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 1 juni 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Ch. DUPONT